



23 Septembre

contre les violences d'État, contre le racisme et les discriminations, pour la justice sociale et pour la défense des libertés démocratiques.

La réforme des retraites était refusée par une majorité de français. MACRON, minoritaire à l'assemblée est passé en force à coup de 49.3 et de répression !

Nous dénonçons l'utilisation de la Police nationale comme un élément de répression systématique du mouvement social. Oui, il y a une dérive sécuritaire dans notre pays, oui Messieurs Macron et Darmanin en sont les premiers responsables. Les mouvements de révolte que l'on connaît de plus en plus souvent sont le produit direct des décisions prises par les gouvernements successifs.

La violence d'État, la répression sont la marque d'un pouvoir qui refuse de répondre aux urgences sociales. Pourquoi ? Parce que chacune de nos revendications s'oppose aux politiques de « réduction des déficits publics », de précarisation, dans lesquelles le gouvernement veut nous entraîner à marche forcée !

La France, qui était considérée comme le pays des droits de l'Homme, « brille » à présent sur le plan international par son attitude

belliqueuse et pro-guerre : il faut bien financer les 413 milliards supplémentaires de la loi de programmation militaire et cela est incompatible avec les revendications du monde du travail !

Pendant ce temps, il n'y a pas d'argent pour la santé, pour l'école, pour les services publics, pour les minimas sociaux !

La France condamnée pour inaction climatique devient championne de la répression contre ceux que DARMANIN qualifie d'éco-terroristes. David Bodin, secrétaire de l'Union Départementale CGT des Deux-Sèvres a été convoqué ce 8 septembre au tribunal pour « soupçon » d'organisation d'une manifestation interdite à Sainte-Soline contre les méga-bassines.

Dans le Var, des militants CGT sont en procédure de licenciements ou sanctionnés par un patronat qui, voyant l'exemple donné par l'état, n'hésite pas à réprimer les syndicalistes.

Oui, c'est bien la violence d'État qui s'exprime contre ces militants et responsables, comme elle s'exprime régulièrement contre les jeunes qui se révoltent.

AVEC L'ENSEMBLE DES ORGANISATIONS QUI APPELLENT À DES INITIATIVES DANS TOUTE LA FRANCE LE 23 SEPTEMBRE, NOUS EXIGEONS DES RÉPONSES IMMÉDIATES ET DANS L'URGENCE :

- Un plan d'investissement public ambitieux dans les quartiers populaires et sur l'ensemble du territoire pour rétablir les services publics, le financement des associations et des centres sociaux.
- La création d'un service dédié aux discriminations touchant la jeunesse au sein de l'autorité administrative présidée par le Défenseur des droits et le renforcement des moyens de lutte contre le racisme, y compris dans la police ;
- L'abrogation de la loi de 2017 sur l'assouplissement des règles en matière d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre ;
- Une réforme en profondeur de la police, de ses techniques d'intervention et de son armement ;
- Le remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant de la hiérarchie policière et du pouvoir politique ;

L'UL CGT TOULON appelle à se rassembler autour de la conférence de presse qui se tiendra le 23 septembre à 10H30 place de l'opéra.